

Seafrance : interdisons les licenciements

vendredi 13 janvier 2012, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 12 janvier 2012).

Le tribunal de commerce de Paris vient d'entériner la liquidation de l'entreprise Seafrance. C'est presque une bénédiction pour celles et ceux qui versent des larmes de crocodile sur la mise à mort de cette entreprise.

Le sinistre feuilleton Seafrance connaît chaque jour un nouvel épisode. Malheureusement près de 900 suppressions de postes de travail sont concernées. Avec les emplois indirects, ce sont des milliers de familles qui sont au bord du gouffre économique et social.

Avec plus de 15 % de chômeurEs, Calais fait déjà partie des villes les plus touchées par les difficultés économiques et la misère. Pourtant les choses paraissent simples. La SNCF, entreprise encore nationale, est l'acteur central dans la société Seafrance. Comment croire qu'un jour Eurotunnel, le lendemain la SNCF, le surlendemain des groupes privés, fourniraient la solution ? Cela fait des mois que les difficultés de l'entreprise sont connues. Un plan de recapitalisation par la SNCF, validé par les organisations syndicales et les salariés, a été présenté très timidement à la Commission de Bruxelles. De ce fait, l'agitation de Sarkozy et des ministres concernés paraît aussi dérisoire que scandaleuse.

Comme à Grandrange ou à Molex, le pouvoir fait semblant de prendre les choses en main et d'empêcher les suppressions de postes pour ensuite abandonner le dossier dès que les médias ont tourné leurs micros et caméras.

Bien opportune, la « découverte » des rapports problématiques entre la CFDT et la direction, voire de prétendues malversations : le rapport de la Cour des comptes, mis en avant ces derniers jours, date en fait de 2009 mais n'avait manifestement pas dérangé jusqu'à ce qu'il permette aujourd'hui d'ajouter la suspicion à la prétendue complexité du dossier. Il y a fort à craindre que, quelle que soit la formule, la solution Scop ne soit qu'une façon particulièrement tordue de sous-traiter la suppression des emplois.

Les polémiques dans et entre les organisations syndicales aggravent les divisions entre salariés. La prise en main de leur combat par les salariés eux-mêmes, en assemblée générale, mettant en place une représentation unitaire et démocratique, peut changer la donne. Il ne doit pas y avoir d'échappatoire pour l'État qui doit trouver l'argent pour sauvegarder des emplois aussi facilement que pour sauver les banques. Pas un seul licenciement ne doit être toléré.

Robert Pelletier

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 131 (12/01/12).